

MOTION

Nous, représentants des personnels enseignants du Lycée Malraux avons pris connaissance de la DHG attribuée par le ministère via le Rectorat. Le bilan est lourd : baisse de 150 heures sur le lycée, sachant que les années précédentes nous avaient déjà durement touchés.

Nous voyons deux causes à ce désengagement :

Les restrictions budgétaires et la dégradation du service public d'éducation par des politiques comptables qui, pour faire des économies, privent le pays de l'investissement nécessaire dans les nouvelles générations.

Le manque de soutien à un établissement en zone semi rurale mis en concurrence avec des lycées de « centre ville » qui eux, arrivent à limiter les pertes de moyens.

La chute des heures affectées au Lycée entraîne bien évidemment une baisse de l'encadrement, ce qui implique des fermetures de postes (8 en tout). Les personnes qui partent en retraite ne sont pas remplacées (4 postes), pire encore, 4 postes fixes occupés par des personnels ne désirant pas muter sont fermés. Cette situation ne nous permet pas d'effectuer correctement les missions qui sont les nôtres et ceci au détriment des élèves.

Les effectifs en classe de seconde ne cessent d'augmenter (34 élèves par classe à la rentrée 2008) alors qu'une politique cohérente et responsable devrait chercher à améliorer la qualité de l'enseignement (en permettant d'avoir des classes moins chargées notamment).

En conséquence, nous demandons le gel des suppressions de postes et le retour des moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

C'est pourquoi nous appelons le conseil réuni ce soir à voter massivement contre la DHG. Nous rappelons que, même si le vote ne porte que sur la répartition, c'est la seule manière d'affirmer notre opposition à ces projets.

MOTION

Nous, représentants des personnels enseignants du Lycée Malraux avons pris connaissance de la DHG attribuée par le ministère via le Rectorat. Le bilan est lourd : baisse de 150 heures sur le lycée, sachant que les années précédentes nous avaient déjà durement touchés.

Nous voyons deux causes à ce désengagement :

Les restrictions budgétaires et la dégradation du service public d'éducation par des politiques comptables qui, pour faire des économies, privent le pays de l'investissement nécessaire dans les nouvelles générations.

Le manque de soutien à un établissement en zone semi rurale mis en concurrence avec des lycées de « centre ville » qui eux, arrivent à limiter les pertes de moyens.

La chute des heures affectées au Lycée entraîne bien évidemment une baisse de l'encadrement, ce qui implique des fermetures de postes (8 en tout). Les personnes qui partent en retraite ne sont pas remplacées (4 postes), pire encore, 4 postes fixes occupés par des personnels ne désirant pas muter sont fermés. Cette situation ne nous permet pas d'effectuer correctement les missions qui sont les nôtres et ceci au détriment des élèves.

Les effectifs en classe de seconde ne cessent d'augmenter (34 élèves par classe à la rentrée 2008) alors qu'une politique cohérente et responsable devrait chercher à améliorer la qualité de l'enseignement (en permettant d'avoir des classes moins chargées notamment).

En conséquence, nous demandons le gel des suppressions de postes et le retour des moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement.

C'est pourquoi nous appelons le conseil réuni ce soir à voter massivement contre la DHG. Nous rappelons que, même si le vote ne porte que sur la répartition, c'est la seule manière d'affirmer notre opposition à ces projets.